

LE NOUVEAU-BRUNSWICK AU SOMMET FRANCOPHONE

« Probablement une ^{LOQ} erreur » P. M. JOHNSON

■ QUEBEC — C'est en égratignant le « beau risque » que Pierre Marc Johnson a annoncé, hier, ses premières décisions en tant que chef de l'opposition. Cela survient après un refroidissement marqué des relations entre le chef du Parti québécois et le premier ministre Brian Mulroney, aux derniers jours de la campagne électorale.

MARIO ROY de notre bureau de Québec

Commentant l'accession du Nouveau-Brunswick au statut de participant — au même titre que le Québec — au Sommet de la francophonie, en février, M. Johnson a déclaré : « C'est probablement une erreur... Mais si le gouvernement fédéral veut diluer la présence du Québec (sur la scène internationale), je pense qu'il va déclencher les hostilités avec le gouvernement du Québec, et cela inclut M. Bourassa ».

Le premier ministre sortant a dit croire que la position du Parti libéral du Québec sur cette question sera essentiellement semblable à celle adoptée par le gouvernement péquiste, elle-même fidèle à un consensus qui s'est dégagé dans la province au cours des 25 dernières années.

M. Johnson s'est d'ailleurs entretenu de cette question avec le chef libéral, Robert Bourassa, lors d'une conversation téléphonique tenue en après-midi, hier.

« Est-ce que ça a du bon sens que le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, l'Ontario et, pourquoi pas, les Territoires du Nord-Ouest aient le même statut que le Québec ? » s'est interrogé M. Johnson, selon qui la dernière initiative fédérale est tout à la fois unilatérale, étonnante et regrettable.

Il a dit d'ailleurs ignorer quel accueil recevrait cette triple représentation (Canada, Québec et Nouveau-Brunswick) auprès des autres pays du sommet franco-

phone où, par convention, le Canada ne détient que deux sièges.

« M. Mulroney m'avait dit qu'il s'organiserait avec l'affaire du Nouveau-Brunswick et, de toute évidence, il s'est organisé à sa façon ! » a conclu Pierre Marc Johnson à ce sujet.

Les nominations

Maintenant, celui qui, demain, deviendra chef de l'Opposition a annoncé que :

— Guy Chevrette, député de Joliette et ex-ministre des Affaires sociales, sera le leader de l'opposition en chambre.

— François Gendron, député d'Abitibi-ouest et ex-ministre de l'Éducation, occupera le poste de leader-adjoint.

— Jacques Brassard, député de Lac-Saint-Jean et ex-ministre des Loisirs, Chasse et Pêche, assumera le rôle de whip.

— Michel Clair, candidat défait dans Drummond et ex-président du Conseil du trésor, agira comme chef de cabinet du chef de l'opposition.

La conférence de presse convoquée par Pierre Marc Johnson avait précisément pour but de rendre publiques ces nominations, à l'issue du premier caucus des 23 députés du PQ. En fait, il y a eu deux caucus, hier : le premier, en avant-midi, regroupait la quasi-totalité des 122 candidats du parti aux dernières élections générales.

Sur l'humeur de ses porte-couleurs, sur l'état du parti, sur ses perspectives de ce que sera le travail qui l'attend dans l'opposition, M. Johnson n'a rien ajouté à ce que l'on savait déjà.

Il n'a pas voulu se prononcer sur l'allure que prendra la mini-session de la semaine prochaine ou sur l'éventuel consentement de l'opposition à des procédures d'exception.

Constatant simplement que le menu de cette mini-session s'annonce passablement chargé, M. Johnson a conclu : « Un discours du budget, un discours inaugural et des crédits supplémentaires : il y a de quoi occuper le monde jusqu'à la fin de février ! Alors, on verra... »